



# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

## BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gerant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuver, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLY et C<sup>o</sup>, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLY et C<sup>o</sup> pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

**ROUBAIX. 5 MAI 1868.**

**BULLETIN**

Nous partions avant-hier de certaines pétitions adressées au Sénat dans ces derniers temps et qui présentaient — la chose est assez rare pour qu'on la constate — un vif intérêt. En voici une qui soulève une question bien plus importante encore pour nos centres manufacturiers et pour Roubaix en particulier. Elle émane d'un sieur Digard, qui, frappé de conséquences fâcheuses qu'entraînent les coalitions et les grèves, tant pour les intérêts privés que pour la tranquillité générale, voudrait que toutes les précautions conciliables avec les dispositions nouvelles des articles 414, 415 et 416 du code pénal fussent prises afin de tenter d'arrêter à leur début les difficultés et délicates discussions soulevées par la fixation des salaires.

Dans cet ordre d'idées, il proposerait que toutes questions divisant les patrons et les ouvriers fussent toujours soumises à l'appréciation des conseils de prud'hommes, et que ces conseils fussent appelés à émettre, dans de certaines conditions, un avis dont la légitime autorité amènerait le plus souvent la conciliation des parties.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir tous les avantages de l'arbitrage proposé. Ils ont frappé le Sénat et il a renvoyé la pétition au bureau des renseignements. Nous souhaitons qu'elle n'y demeure pas trop longtemps.

La Presse publie des détails sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Nos lecteurs savent que nous avons donné, il y a plus d'un mois, des renseignements à ce sujet, exactement conformes d'ailleurs à ceux de la Presse.

On répétait hier à Londres de la démission du ministre.

Des informations particulières de Yokohama (Japon) complètent les explications données dimanche par le *Moniteur*

sur l'assassinat des marins français du *Dupleix*. Les satisfactions promises par les autorités japonaises consisteraient en deux points principaux qui sont : 1<sup>o</sup> punition des coupables conformément à ce qui s'est passé déjà pour le meurtre d'autres Européens ; 2<sup>o</sup> indemnité pécuniaire pour les familles des victimes.

Le chiffre de cette indemnité serait de 750,000 francs. Ces points ont été immédiatement concédés. Déjà une vingtaine de Japonais convaincus d'avoir pris part à l'attaque de la chaloupe auraient été décapités.

Il paraît que décidément le *Moniteur* a tant soit peu... modifié le texte du dernier discours du roi de Prusse. Il avait fait dire à Sa Majesté Guillaume : « Les Etats allemands pourront en tout temps compter sur la force compacte des peuples d'Allemagne. »

Malheureusement, le roi de Prusse a dit que « les Etats allemands peuvent compter sur la force unifiée du peuple allemand, *Auf die geeinte Kraft der Deutschen Volkes*. » Ce qui n'est pas du tout la même chose.

J. REBOUX.

Nous lisons dans le *Journal de Paris* : « La grande discussion qui va s'ouvrir sur notre régime économique prendra des deux côtés, dit-on, le caractère d'une manifestation solennelle. On prépare, de part et d'autre toutes ses armes, c'est-à-dire tous ses chiffres. »

« On disait hier dans les couloirs à demi-déserts du Corps législatif, qu'à la fin de la séance de vendredi, M. le ministre du commerce avait réuni autour de lui quelques fidèles et leur avait fait jurer, la main dans la main, une haine éternelle à la protection. Au reste, les protectionnistes purs sont peu nombreux à la Chambre; mais les hommes pratiques qui croient qu'on s'est grandement trompé dans l'application, c'est autre chose! Ceux là, s'ils consentaient à voter d'ensemble contre le gouvernement, on verrait quel en est le nombre! Mais le bruit se répand déjà que la question changera de nature et deviendra politique à la fin ; c'est politiquement qu'on votera, si bien que nous ignorons une fois de plus ce que pensent exactement le pays et la Chambre. »

Paix ou guerre? Qui donc nous donnera le mot de ce redoutable problème dont la menace tient tout en suspens? Les officieux sont à bout, et personne ne croit plus à leurs déclarations. Les ministres eux-mêmes ont épuisé leur crédit sur l'opinion : M. Baroche a bien dû s'en apercevoir.

Le chef de l'Etat, s'il se décide à rentrer en scène, sera-t-il plus heureux? Une occasion s'offre, dit-on, pour cette parole qui devient rare et qui n'en aurait assure-t-on, que plus de retentissement. Du pied de la statue de Jeanne d'Arc, s'adresser à la France et à l'Europe, c'est une tentation qui n'est pas sans prestige.

Cette occasion sera-t-elle saisie? Et si elle l'est, quel sera, en cette atmosphère tout imprégnée de belliqueuse fierté et de patriotique enthousiasme, quel sera le langage de celui qui, au besoin, peut appeler sous les armes un million quatre cent mille soldats?

Le *Constitutionnel* se pose la question à peu près comme tout le monde, et il la résout à peu près de la même façon : c'est à dire qu'il ne sait rien du tout.

L'Empereur parlera-t-il? son discours sera-t-il pacifique?... Nous ignorons absolument si l'Empereur parlera, et, s'il parle, quel sera son langage.

Alors, c'est bien la peine d'avoir les petites — quelques uns disent les grandes — entrées au vestibule de l'Olympe!

Jadis — car ce temps paraît s'éloigner singulièrement — jadis, le *Constitutionnel* aurait eu une de ces notes qui ont légué à la postérité la mémoire de M. Boniface, ou bien un de ces petits entrefilets interligneux, un peu confits en maladresse, mais pompeux comme des oracles, et mystérieux comme des delis de sphinx, qui ont valu à M. Limayrac d'emigrer aux bords du Lot avec une préfecture pour consolation.

Le public n'y comprenait pas grand-chose; mais l'article faisait le tour du monde, porté sur les fils du télégraphe; chacun l'interprétait à sa guise, et les badauds de toutes les Athènes du globe s'entretenaient de la queue du chien d'Alcibiade. Le tour était joué.

Aujourd'hui, pareille fortune ne semble plus réservée au *Constitutionnel*. Il a vu en son être qu'aux conjonctures, et encore, dans son horoscope, il conviendrait qu'il survrait surtout son « désir », et sa « raison ».

Et les faits, les faits? lui criera l'impénitence générale. Vous devez savoir les faits. Ce qui nous importe n'est point de connaître ce que vous pensez, mais ce

qu'on veut en ces régions supérieures où se décide sans recours la destinée de notre pays. Votre valeur personnelle est hors de cause; et nous vous écouterons après. Mais avant tout, votre rôle est celui de l'écho. Dites-nous ce que nous devons craindre et espérer.

La paix ou la guerre sont dans les plis du manteau que vous soutenez. De grâce, qu'en sortira-t-il? Vous êtes là pour l'apprendre. Si vous le savez, parlez; si vous l'ignorez ou s'il vous est interdit d'ouvrir la bouche, au moins gardez le silence!

Mais vos raisonnements, vos « conjectures », vos impressions, quelle que soit leur portée et même leur justesse, ne sont que d'un intérêt fort secondaire.

On sait que dans notre temps c'est presque toujours l'imprévu qui arrive, le déraisonnable qui a raison et l'impossible qui se réalise?

Eh! sans doute, nous n'avons pas plus la guerre que vous; elle nous paraît aussi détestable et aussi funeste pour les intérêts les plus chers du pays; elle est, pour nous, aussi pleine de hasards et même de périls que pour vous. En revanche, la paix, la paix avec le droit et la liberté, nous est plus souhaitable qu'à personne.

La paix! elle est sur toutes les lèvres et bien mieux, elle est à l'avantage de tout le monde. La paix, chacune des puissances dont la désirer, et chacune a les meilleures motifs pour abhorrer et écarter la guerre.

Nous avons là-dessus des convictions égales, sinon supérieures, à celles du *Constitutionnel*, et, comme lui, nous tenons médiocre compte des bravades inoffensives de la jeunesse prussienne, qui, chaque soir, « prend l'Alsace autour d'une table à bierre ».

Mais alors, pourquoi tant d'arguments excellents manquent-ils radicalement leur effet? Pourquoi cette Europe, qui aspire de toutes les forces de sa raison à la paix, se charge-t-elle des plus formidables armements? Pourquoi les déclarations pacifiques trouvent-elles l'opinion sourde, la confiance rétive et les affaires incrédules?

Pourquoi, demain, le *Constitutionnel* verra-t-il que son laborieux article aura fait long feu? et que c'est en vain qu'il aura écrit cette apostrophe :

« Rassurez-vous donc, novellistes; alarmistes, calmez-vous, si c'est possible. »

Il le sent bien lui-même, puisque, à propos d'un fait dont il ne sait rien, il en est réduit à ces « conjectures » dont le ton flatteur ne rachète guère la banalité :

« Si l'Empereur parle, même en présence de l'ombre guerrière de l'héroïne de

la France, il le fera dans un autre esprit que celui qui animait ces temps où la force à chaque instant invoquée résolvait la question de peuple à peuple, comme le duel tranchait les querelles d'homme à homme, sans que les atermoiements de la sagesse prévinsent les chocs ou les rendissent plus rares. Nous ne sommes pas devenus des sages, mais nous sommes un peu plus sages que nos grands aïeux. Est-ce excès d'orgueil que de le reconnaître, sans trop grossir la voix et sans nous donner pour des saints ?

L'Empereur a montré qu'il est sur le trône un représentant de cet esprit moderne. Il comprend les besoins d'une civilisation essentiellement pacifique. Si l'héritier de Napoléon personnellement l'héroïsme de la France, il en personnellement aussi la raison; son langage saura les allier, n'en doutons pas. — H. BAUDILLART.

Nous doutons encore que l'opinion soit bien éclairée par la confiance du *Constitutionnel*. Après comme avant son article, elle se répètera avec la même anxiété : Est-ce la paix! est-ce la guerre ?

(Union.) HENRY DE RIANCEY.

**CORRESPONDANCE PARISIENNE**

M. le directeur du *Journal de Roubaix*.

Paris, 3 mai.

Cette année, c'est un jury élu par les artistes eux-mêmes qui a prononcé sur l'admission de toutes les œuvres présentées au Salon de 1868; mais, si je ne me trompe, c'est l'administration des Beaux-Arts qui a dirigé l'installation des tableaux, et c'est elle, et non le jury, qui a placé dans le grand salon carré, et de la façon la plus apparente, des tableaux qui doivent flatter l'amour-propre prussien. Nous ne voulons pas en tirer de conséquence exagérée, mais nous ne croyons pas nous tromper en disant que si le salon s'était ouvert le 1er mars au lieu du 1er mai, il est bien possible que ces toiles qui glorifient la puissance prussienne et que M. de Bismark serait bien ingrat de ne pas acheter fort cher, n'auraient pas eu la place d'honneur. Il n'y a que les Français pour être capables de telles gracieusetés. Nous pouvons être assurés qu'en ne nous rendrait la pareille ni en Allemagne, ni en Angleterre. Il nous reste la consolation de croire que cela seul prouve notre supériorité sur nos voisins.

Il est certain que pour le moment toute crainte de conflit prochain peut être écartée. On nous assure que la Prusse re-

**FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX,**  
DU 6 MAI 1868.

— 10 —

**LE**  
**JEUNE DOCTEUR**

PREMIÈRE PARTIE

IV

(Suite. — Voir le JOURNAL DE ROUBAIX du 1<sup>er</sup> mai 1868.

Le temps avait été mauvais depuis quelques jours, et, quoique la pluie eût cessé, le ciel restait couvert de sombres nuées. Terre et ciel semblaient confondus dans un brouillard épais, au travers duquel les sommets lointains n'apparaissaient que comme des taches noires. Une sorte de tristesse, un morne et solennel silence ininterrompu seulement par le croassement solitaire des corbeaux tournoyant sur le fond gris de la brume, planait sur toute la nature.

A cette heure, Adolphe Valkiers marchait à pas pressés dans un sentier à travers la lande. Les traces d'une étude laborieuse n'avaient point encore disparu de son visage : ses joues étaient maigres, et sur son front penché une pensée impuissante creusait des rides précoces. A ces indices se joignaient les symptômes d'un chagrin mortel et d'un profond découragement. Sa tête était baissée, un triste sourire venait parfois effleurer ses lèvres, et souvent, sans le savoir, il prononçait tout bas le nom de sa mère avec un accent d'inquiétude et de tendre compassion.

Le jeune homme songeait aux espérances dont il s'était bercé lorsqu'il était étudiant, et au désenchantement qu'il avait éprouvé depuis son retour au village natal.

Pendant les dernières années de ses études, il avait puisé la force et le courage dans un double but qui, pareil à un phare, lui montrait sa voie, le chemin de sa vie. Par son travail, par l'exercice de sa profession, il avait à rendre à sa mère et à Françoise le bien-être qu'elles avaient sacrifié par amour pour lui; de plus, il devait consacrer toute son intelligence, tout son temps et tout son savoir à la guérison de ses concitoyens souffrants, et remplir ainsi pieusement la noble mission qu'il avait acceptée avec conviction et foi.

Que sa déception était amère, aujourd'hui qu'après trois mois d'attente vaine il devait reconnaître qu'il s'était entièrement trompé dans son espoir ! A qui lui servaient la science, l'amour du prochain et la bonne volonté, puisqu'aucun malade n'invoquait son secours ? Et comment pourrait-il payer de retour les sacrifices de ses parents, lui qui ne pouvait pas

même gagner de quoi subvenir à ses propres besoins ?

Il avait bien ça et là un malade à soigner; mais c'étaient des pauvres pour la plupart, des gens abandonnés auxquels il fallait encore souvent donner gratis les médicaments comme une aumône. Les gens aisés, qui pouvaient par conséquent choisir leur médecin, même dans les communes voisines, n'avaient pas confiance dans le jeune docteur. Pour eux, il était toujours le jeune Valkiers qui avait vu naguère tout enfant jouer dans la rue. A la vérité, une épreuve de quatre mois ne pouvait pas être considérée comme décisive, et Adolphe n'eût pas perdu courage en si peu de temps, si ses parents avaient eu assez de ressources pour attendre qu'il fit fortune; mais, si ingénieuse que fût sa mère à dissimuler sa gêne, il s'aperçut bientôt que le besoin commençait à se faire sentir dans la maison, et qu'on était réduit à une parcimonie humiliante. Son impuissance à épargner à ses parents le chagrin d'une semblable situation, lui causait une douleur amère. Il souffrait également de l'inimitié de M. Heuvels, qui fuyait visiblement toutes les occasions de se trouver en présence d'Adolphe, et qui feignait même de ne pas le voir lorsqu'ils se rencontraient par hasard. Oui, tout faisait supposer que le vieux docteur n'était pas étranger à l'insuccès de son jeune confrère.

Cependant, combien l'amitié du père d'Adeline l'eût consolé et aidé à supporter son triste sort avec patience et courage. Cet éloignement le rendait profondément malheureux, car, quoiqu'Adolphe ne s'avouât pas à lui-même, cela faisait évanouir son plus beau rêve, et brisait son

plus secret, mais son plus doux espoir... Telles étaient les douloureuses pensées que, tout en marchant, le jeune homme roulait dans son esprit.

Par instants, cependant, un sourire venait errer sur ses lèvres, et un nouveau rayon d'espoir éclairait son visage. En effet, il n'avait pas perdu toute confiance en l'avenir, et son cœur renfermait encore assez d'énergie pour le pousser à résister au découragement. Alors il se disait en lui-même que depuis un mois une certaine amélioration était survenue dans sa position, que de temps en temps une personne aisée le faisait appeler, et qu'on paraissait avec éloges, dans le village, d'une cure heureuse qu'il avait opérée sur un malade condamné. Il répétait les paroles encourageantes qu'Adeline lui avait adressées lors de sa dernière visite; il puisait des forces dans ce témoignage de son inaltérable affection, et s'efforçait d'espérer que la prétendue inimitié de M. Heuvels n'était qu'une supposition sans fondement que le temps dissiperait tout à fait.

Sous l'influence de ces pensées consolantes, le jeune homme releva la tête, et continua sa route d'un pas plus léger.

Après avoir suivi pendant l'espace d'une demi-lieue les sinuosités du chemin de traverse, il atteignit un chemin plus boisé et s'avancé rapidement dans une allée de hauts sapins au bout de laquelle se montrait le pignon d'un petit château, ou plutôt d'une maison de campagne moderne.

Lorsqu'il approcha de la grille de fer, il ralentit le pas, frotta les taches de sable qui, couvraient çà et là ses vêtements, arrangea dans la poche intérieure de son paletot certains objets qu'il portait avec lui, redressa la tête, chassa les pensées

importunes qui l'avaient assailli en chemin, et s'étudia à donner à son visage une expression de calme et de bonne humeur.

Il demanda au domestique qui vint ouvrir la porte au tintement de la sonnette : — M. Van Horst est-il à la maison ? Pourrais-je lui parler ?

— Monsieur y est, mais je ne sais s'il pourra vous recevoir, répondit le domestique. Je suis occupé à atteler sa voiture. Nous allons à Anvers pour une affaire très-pressée.

Adolphe parut contrarié de ce contre-temps, et secoua la tête avec découragement.

— N'êtes-vous pas M. Valkiers, le nouveau docteur du village ? demanda le domestique en le regardant attentivement. Qui, n'est-ce pas ? Entrez, monsieur; à tout hasard je vais annoncer votre visite. Mon maître tient beaucoup aux médecins; peut-être bien vous recevra-t-il.

Adolphe suivit le domestique dans la maison.

Après quelques minutes d'attente, il fut introduit dans un salon où M. Van Horst était assis devant une table, avec une grande pipe d'écume de mer à la bouche. Il se leva, et salua Adolphe en disant : — Vous permettez, monsieur, que je continue à fumer ma pipe ? Soyez le bienvenu, mais ne vous formalisez pas de ce que je n'ai que quelques instants à vous donner. On attelle ma voiture; je suis pressé. Asseyez-vous, je vous prie.

Adolphe balbutia avec un certain embarras : — Monsieur Van Horst, j'espère que vous excuserez ma hardiesse. Quoique je n'ai pas l'honneur d'être connu de vous,



5086059